"Andará Nicaragua!" : Les brigadistes suisses dans le Nicaragua sandiniste

Autor(en): **Kadelbach, Thomas**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **23 (2007)**

PDF erstellt am: **01.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-520302

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

«ANDARÁ NICARAGUA!» LES BRIGADISTES SUISSES DANS LE NICARAGUA SANDINISTE

THOMAS KADELBACH

DURANT L'ÉTÉ 1983, «les mains plein d'ampoules, sous un soleil de plomb, piqués par des moustiques, des puces et des garapatas» [1], plus de cinquante volontaires suisses travaillent à Matagalpa, capitale de la région VI du Nicaragua, pour construire un nouveau pont suspendu reliant le quartier marginal Guanacaste au centre de la ville. Sur ce pont de la solidarité, le travail se réalise dans des conditions improvisées: «Il nous fallait [...] construire des piliers capables de soutenir à eux seuls tout le poids du pont, ce qui nous obligea à consolider les fondations avec 140 tonnes de pierres. Cela signifiait pour nous creuser des fosses de 4.5 mètres de profondeur, dans lesquelles s'infiltrait sans arrêt l'eau du fleuve: il fallait donc pomper cette eau jour et nuit, à l'aide de machines rudimentaires, qui tombaient en panne l'une après l'autre. À la fin, nous avions réuni 7 pompes, mais plus une ne fonctionnait!» [2] Finalement, le 21 septembre, après environ deux mois de travail, le nouveau pont est inauguré, et les habitants du quartier Guanacaste peuvent pour la première fois se rendre au marché de Matagalpa sans passer par l'eau du fleuve. Les volontaires suisses, dont le séjour se limite à quatre semaines, s'apprêtent, quant à eux, à rentrer dans leur pays, convaincus que «ce que nous avons vu et vécu au Nicaragua nous a montré la nécessité de prendre part à la lutte de ce pays» [3].

Suivant leur exemple, des centaines de Suisses, les «brigadistes», s'engagent pendant les années quatre-vingt par un travail concret sur le terrain pour la révolution sandiniste. Dans le présent article[4], je tenterai d'évoquer de manière synthétique les aspects les plus importants de ce chapitre récent et original de la solidarité internationale. Dans la première partie, les origines et les structures de la solidarité suisse avec le Nicaragua seront brièvement présentées. La deuxième

1. «Les brigades suisses vues depuis le Nicaragua...» *Amérique centrale solidarité* n° 22, 7.1985.
2. *Un pont pour la solidarité*. Secrétariat d'Amérique centrale, s.d.
3. *Ibid.*
4. Il s'agit d'un résumé de mon mémoire de licence intitulé *Les brigadistes suisses au Nicaragua (1982-1990),* publié dans la collection «Aux Sources du Temps présent», Fribourg, 2006.

partie sera consacrée à une présentation globale des brigades non spécialisées qui représentent le type d'engagement de loin le plus important, avec plus de trois quarts du nombre total des participants. Durant les années quatre-vingt, la solidarité suisse forme également des équipes de travail professionnelles de longue durée, ainsi que des brigades de paix censées apporter une contribution non-violente à la résolution du conflit au Nicaragua. L'expérience des brigades ouvrières, un type spécifique de brigade professionnelle regroupant des ouvriers du bâtiment, sera évoquée dans la troisième partie de cet article pour illustrer la solidarité du monde ouvrier et syndical. Finalement, en guise de conclusion, la dernière partie tentera d'établir un bilan de la solidarité active avec la révolution sandiniste, en termes d'efficacité globale, mais aussi sur un plan individuel.

Une solidarité diverse et autogérée

Lorsqu'en juillet 1979, au prix d'une lutte âpre, les guérilleros du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) entrent dans Managua et mettent ainsi fin à la dictature d'Anastasio Somoza, ils suscitent une vague de sympathie dans les milieux tiers-mondistes et de gauche des pays occidentaux. La révolution sandiniste, exprimant un pluralisme où patriotes, marxistes, chrétiens de gauche et sociaux-démocrates cohabitent, est non seulement perçue comme la victoire d'un peuple sur une dictature caricaturale soutenue par les États-Unis, mais aussi comme un espoir de changement à plus grande échelle. Pour soutenir le processus que les Sandinistes engagent en faveur des couches défavorisées de la population, un important mouvement de solidarité va naître aux États-Unis et en Europe, en Allemagne de l'Ouest notamment, mais aussi au Danemark, en Autriche, en France et en Belgique[5]. La politique centraméricaine de l'administration Reagan, en particulier le soutien financier et logistique accordé dès 1982 aux contre-révolutionnaires nicaraguayens, finira par transformer le Nicaragua en un symbole et renforcera considérablement le mouvement de solidarité.

En Suisse, la solidarité avec la révolution sandiniste s'exprime à travers une mobilisation large et diversifiée, dont les comités locaux forment la base institutionnelle. Créés dès 1978 dans la plupart des villes à l'extérieur de structures existantes, les comités représentent souvent, à l'image du mouvement dans son ensemble, plusieurs tendances politiques et entretiennent dans de nombreux cas des rapports avec d'autres groupes du mouvement tiers-mondiste, avec les

5. Cf. pour l'Allemagne de l'Ouest, Michael Förch, *Zwischen utopischen Idealen und politischer Herausforderung. Die Nicaragua-Solidaritätsbewegung in der Bundesrepublik,* Frankfurt a. M., Peter Lang 1995, et pour les Etats-Unis, Christian Smith, *Resisting Reagan: The US Central America peace movement,* Chicago, The University of Chicago Press 1996.

secteurs syndical et humanitaire et avec des partis politiques sensibles à l'internationalisme. En 1986, 21 comités locaux de pratiquement toutes les régions de la Suisse sont actifs dans le travail de solidarité. Certains d'entre eux s'engagent en même temps dans des campagnes de soutien à l'insurrection populaire du Salvador. En Suisse romande, le Parti socialiste ouvrier semble avoir joué un rôle important dans la création de nombreux comités de solidarité avec le Nicaragua. Dans certaines villes alémaniques en revanche, à Olten notamment, le PSO réalise ses propres activités de solidarité à l'extérieur du comité.

Le comité de Genève, pour citer un exemple, est créé en septembre 1979 et inscrit ses efforts dans la lutte «anti-impérialiste et pour la paix en Amérique centrale» [6]. En 1980, un groupe de soutien au Salvador est formé à l'intérieur de l'association genevoise. Quatre ans plus tard, le comité de Genève compte environ 300 membres passifs et une trentaine de militants actifs, parmi lesquels un nombre important de réfugiés politiques latino-américains, notamment des Chiliens et des Argentins. Le 22 mai 1979, brandissant des pancartes «Videla Asesino!», des centaines de réfugiés latino-américains avaient perturbé, au stade du Wankdorf à Berne, le match amical Argentine-Pays-Bas; dans la solidarité suisse avec la révolution sandiniste, ces mêmes militants vont jouer un rôle central, notamment dans les grandes agglomérations urbaines de Suisse romande[7].

Afin de mieux coordonner sur le plan national les activités des différents comités, une coordination nationale est créée à la fin de 1979 et chargée des décisions stratégiques ainsi que de l'organisation des campagnes nationales de solidarité. En mai 1980, elle met sur pied à Zurich le Secrétariat d'Amérique centrale qui, conçu comme une sorte d'organe central du mouvement de solidarité, tentera tout au long des années 1980 d'harmoniser les nombreuses initiatives et de mettre en œuvre les décisions prises par la coordination nationale. Les comités locaux étant complètement autonomes par rapport aux structures nationales, ce travail de concertation est rendu difficile par les différentes sensibilités régionales, notamment entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Vers la fin des années 1980, les divergences entre le PSO et les comités «autonomes» alémaniques, par rapport à la conception du travail de solidarité, conduisent finalement à la paralysie des structures nationales du mouvement. Alors que le PSO est davantage implanté en Suisse romande qu'en Suisse

6. Secrétariat d'Amérique centrale, Zurich. *Structures de la solidarité avec le Nicaragua et El Salvador*, s.d.
7. Sergio Ferrari, *Fue una vez en el estadio Wankdorf de Berna.* http://www.lafogata.org/06arg/arg3/arg_23-5.htm, 25.2.2007.

alémanique, ce conflit se traduit aussi par des tensions entre les deux régions linguistiques, raison pour laquelle la collaboration entre les comités locaux se réalise à partir de 1988 surtout au niveau régional. De plus, le mouvement de solidarité se diversifiant dès le milieu des années 1980, de nombreuses initiatives sont prises à l'extérieur des comités, et échappent ainsi aux structures établies par ceux-ci. Tel est, par exemple, le cas des associations de jumelage créées dès 1984 à Olten, Bâle, Berne, Bienne, Delémont, Soleure et Zurich[8].

Pour gérer les multiples projets et initiatives des comités, la solidarité suisse met également en place des structures au Nicaragua. Ainsi, en 1983, l'Asociación de Suizos residentes est fondée à Managua pour assurer le contact et l'échange des informations entre les Suisses travaillant à titre individuel dans différents projets de solidarité. Composée d'environ quarante personnes vers 1984, cette association concentre son travail de manière générale sur les tâches de coordination et d'information. Dans les premiers mois de 1984, un poste de permanent est créé à Managua, qui devient la coordination suisse. Représentation officielle de la solidarité suisse au Nicaragua, elle est responsable du suivi des projets des comités et assure les liens avec les autorités politiques et les organisations non gouvernementales nicaraguayennes. Tout comme les organes du mouvement en Suisse, les structures mises sur pied au Nicaragua semblent connaître dès 1988 des difficultés de plus en plus graves, dues notamment à l'impossibilité de coordonner les initiatives parfois contradictoires d'une mobilisation de plus en plus diversifiée. Dans une lettre de novembre 1988, quelques membres de l'Asociación de Suizos residentes font allusion à ces problèmes; pour eux, ils sont le reflet exact de la crise du mouvement de solidarité en Suisse[9]. Les archives du mouvement de solidarité étant éclatées et se limitant presque exclusivement aux documents conservés par les anciens militants, il s'avère souvent impossible d'appréhender dans les détails les tensions internes et leurs causes.

Les activités et initiatives entreprises par la solidarité suisse pour venir en aide au Nicaragua sandiniste sont en effet multiples: récoltes de fonds et de matériaux de première nécessité, soirées de solidarité, concerts, expositions de photos, ventes des bananes Nicas, manifestations – le 3 juin 1983, portant des ballons noirs, 8000 personnes défilent de la Place fédérale vers l'Ambassade américaine –, pétitions aux autorités et campagnes d'information n'en sont que les exemples les plus récurrents. Les formes et les moyens d'action du

8. «Städtepartnerschaften in der Schweiz». *Correos de Centroamérica* n° 52, 9.1987.
9. Archives privées. Stellungnahme der Info-Gruppe Managua zur Zusammenarbeit mit der neuen Coordinadora, Managua, 11.1988.

mouvement de solidarité sont ceux des nouveaux mouvements sociaux apparus dans le sillage des mobilisations de 1968. L'essentiel de cet engagement citoyen se réalise donc au niveau local de manière autogérée et spontanée. Parmi toutes les initiatives du mouvement, la constitution de brigades de travail occupe une place particulière. C'est cet aspect-là qui donne à la solidarité avec la révolution sandiniste son caractère spécifique et son originalité. Le projet des brigades se concrétise à la fin de 1981 et devient un phénomène de masse après l'invasion américaine de l'île de Grenade, dans les Caraïbes, le 25 octobre 1983.

Des brigades pour le Nicaragua

Réunis à Genève du 6 au 8 novembre 1981 à l'occasion du VIe Congrès européen de solidarité avec le Nicaragua, les représentants des différents comités nationaux européens décident de répondre favorablement à une proposition du FSLN concernant la mise sur pied d'équipes de travail volontaire pour l'été 1982. L'organisation de ce genre d'engagement est envisagée pour permettre aux Européens de connaître le Nicaragua et sa révolution et pour participer sur place à des tâches concrètes de soutien. La constitution de «brigades» se veut comme une sorte de concrétisation d'un internationalisme solidaire dans une prolongation vague des brigades de la Guerre d'Espagne, sans connotation militaire aucune. L'engagement des brigadistes au Nicaragua, contrairement à ce que le terme pourrait faire croire, est en réalité un engagement purement civil, et le terme de brigade n'est retenu que pour souligner la dimension internationaliste du projet[10]. La participation aux brigades est ouverte à toutes les personnes intéressées par une telle expérience, sans que des qualifications professionnelles spécifiques ne soient requises.

Le comité de Genève, présent au Congrès, se charge de l'organisation d'une première équipe suisse qui, composée d'une quarantaine de personnes provenant de toute la Suisse, partira au Nicaragua en juillet 1982. Pendant deux semaines, elle effectue diverses tâches de réparation dans un village de la côte pacifique touché par des inondations, alors que la deuxième partie du séjour est consacrée à des rencontres et à des visites dans plusieurs villes nicaraguayennes. L'expérience de 1982 est jugée très positive dans le mouvement de solidarité, en particulier en raison de la possibilité d'intensifier l'écho du travail en Suisse qu'offrent les engagements concrets sur place. Les brigadistes de 1982 publient à leur retour des brochures, des articles et des communiqués de presse pour

10. Les organes du mouvement de solidarité responsables des brigades interdisent aux participants de porter des armes ou de participer à des activités militaires. Secrétariat d'Amérique centrale, Zurich. *Apuntes para brigadas – normas y disciplinas,* 3.9.1986.

renseigner l'opinion publique sur leurs expériences du Nicaragua. Les organisateurs de la brigade, dans leur rapport final, soulignent l'importance de ce travail d'information : « Le travail de la brigade sur place n'est pas une fin en soi. [...] N'étant pas une brigade de spécialistes, n'importe quel Nicaraguayen aurait pu faire ce travail. Par contre, nous ne pouvons mesurer la portée d'une telle action solidaire. [...] Au retour, il faut lutter contre les fausses informations de la presse bourgeoise, le défaitisme et le scepticisme en exploitant ce formidable réservoir d'expériences et d'enthousiasme que l'on ramène du voyage. » [11] Suite logique de l'engagement de l'été 1982, deux autres brigades vont quitter la Suisse durant l'été 1983, pour construire le pont suspendu de Matagalpa, projet financé entièrement par des dons récoltés en Suisse.

Fin 1983, l'envoi de brigades au Nicaragua est accéléré par l'intervention militaire américaine dans les Caraïbes, interprétée comme une démonstration de force adressée au régime sandiniste et à Cuba. À Managua, l'exemple de Grenade est pris très au sérieux. Au début du mois de novembre, craignant une invasion imminente, le FSLN et les organisations populaires de la révolution lancent un appel en faveur d'une présence internationale au Nicaragua et demandent à la solidarité américaine et européenne de constituer des brigades de volontaires[12]. Conçues comme un élément dissuasif susceptible de réduire le risque d'une intervention militaire américaine, celles-ci sont également censées renforcer les liens entre le Nicaragua et les pays occidentaux et éviter ainsi l'isolement de la révolution sandiniste sur le plan international. De plus, la constitution de brigades internationales semble aussi avoir été envisagée par les autorités nicaraguayennes pour suppléer au manque de volontaires dans la récolte de café en raison des efforts de défense. Diffusé à travers le réseau de la solidarité, l'appel du FSLN suscite un écho immédiat et important : au début de 1984, plus de 1000 brigadistes, dont la moitié sont des citoyens américains, se trouvent déjà au Nicaragua[13].

L'année 1984 transforme les brigades de travail en un phénomène de masse. La solidarité suisse, grâce aux structures dont elle dispose au Nicaragua même, arrive à élaborer en collaboration avec les autorités ou les organisations non gouvernementales nicaraguayennes des projets de grande envergure dans lesquels les équipes de volontaires peuvent travailler pendant leur séjour. Ainsi, en 1984, quatre brigades se succèdent sur le chantier d'une école à Matagalpa.

11. Archives sociales suisses Zurich, AR 60.20.1. *Aide à la mise sur pied d'une brigade internationaliste,* s.d.
12. Archives privées. *Brigadas técnicas y de producción,* [1983].
13. Archives privées. Zentralamerika-Sekretariat, *Arbeitsbrigaden in Nicaragua,* s.d.

En cette même année, la solidarité suisse constitue pour la première fois des brigades professionnelles qui, séjournant sur place pendant une période de six mois à une année, travaillent dans la santé ou dans la construction[14]. En 1985, près de 90 volontaires participent au sein des brigades non spécialisées à la construction de maisons d'habitation destinées aux ouvriers agricoles d'une ferme d'Etat. Dans les années 1986 et 1987, le travail se concentre sur deux grands projets d'eau potable, dont la réalisation coûte près de 60 000 dollars, somme récoltée en Suisse par les différents comités locaux. Fin 1986 est constituée la première brigade suisse «de café» pour travailler dans les plantations à côté de dizaines d'autres équipes internationales. Le séjour des brigades sur place ne dépasse pas six semaines, dont au moins deux sont réservées à des visites et des rencontres. Pendant les mois d'été, afin de permettre aux salariés de partir pendant leurs vacances annuelles, la durée de l'engagement est limitée à un mois. Quant au choix des projets de construction, il se fait en fonction de critères susceptibles de renforcer la mobilisation en Suisse et de faciliter l'identification avec l'engagement solidaire. La construction de réseaux d'eau potable ou de maisons d'habitation dans la coopérative d'une région défavorisée avait un effet mobilisateur certain.

Alors que les brigades des années 1982 à 1986 avaient généralement été formées sur le plan national suisse, celles qui partent au Nicaragua à partir de 1987 regroupent le plus souvent les personnes provenant soit d'une même région, soit exerçant un même métier. Ce nouveau concept de «brigades sectorielles», qui représente un changement important par rapport à la pratique des années précédentes, est adopté en raison de l'impossibilité à poursuivre le travail de solidarité à un rythme aussi élevé. La réalisation des grands projets avait exigé de la part des comités un effort permanent pendant plusieurs années. De plus, la nécessité de constituer à intervalle régulier de nouvelles équipes pour faire avancer les travaux avait des effets plutôt négatifs sur la qualité et la préparation de ces dernières. Les brigades sectorielles travailleront donc dans des projets beaucoup plus limités et accorderont plus d'importance à la récolte d'informations en vue d'une ample diffusion en Suisse[15]. Leur multiplication à partir de l'été 1987 témoigne aussi de la diversification du mouvement de solidarité, dont la coordination nationale n'assume plus le leadership incontesté. En

14. Les brigades de santé et les brigades ouvrières apparaissent sur l'initiative de personnes engagées à titre individuel. Entre 1984 et 1990, elles mobilisent plus de cent personnes pour un engagement de longue durée au Nicaragua.

15. Secrétariat d'Amérique centrale, Zurich. *Aufarbeitung der Punkte für neue sektorielle Brigaden,* Berne, 12.9.1986.

effet, des brigades sont désormais aussi constituées par les associations de jumelage (Bienne, Delémont) et par quelques comités locaux (Lausanne, Schaffhouse) sans concertation sur le plan national. En 1988, au moins sept brigades sectorielles partent au Nicaragua, alors qu'il n'y a plus qu'une seule brigade nationale.

La brigade des agriculteurs des Grisons, pour citer un exemple de brigade sectorielle, se constitue durant l'été 1987 dans les milieux du parti socialiste de ce canton. Composée de sept personnes, elle part en novembre 1987 pour connaître l'agriculture d'un pays du tiers-monde et pour marquer sa solidarité avec la révolution sandiniste. Pendant leur séjour de trois mois, les volontaires travaillent dans un domaine agricole spécialisé dans la production du riz, où ils sont confrontés à la guerre opposant troupes gouvernementales et rebelles contre-révolutionnaires. Quelques jours après leur arrivée, le village devient en effet la cible d'une attaque de la «contra», qui peut être repoussée de justesse. Les conditions sécuritaires de plus en plus précaires amènent finalement les volontaires suisses à abréger leur séjour et à aller travailler dans une autre région du pays. Après leur retour en Suisse, ils fondent une association de soutien au domaine agricole où ils ont travaillé et organisent de nombreuses conférences dans leur région d'origine[16].

Dès 1988, le nombre de participants aux brigades diminue fortement. Cette baisse de participation, qui se poursuit jusqu'à la défaite électorale du FSLN de février 1990, est le reflet de l'évolution générale du mouvement de solidarité suisse, dont la mobilisation ne cesse de diminuer vers la fin des années quatre-vingt. Elle s'explique aussi par les changements survenus sur le plan international (accord de paix centraméricain Equipulas II, armistice entre le FSLN et la «contra») et par la crise d'un processus révolutionnaire qui, après avoir subi pendant des années une guerre imposée et un embargo économique ruineux, se voit confronté à des problèmes économiques gigantesques, l'inflation atteignant en 1988 le record mondial de 36000 %... Finalement, le spectre d'une intervention militaire américaine, qui, en 1983, avait mobilisé en quelques semaines des milliers de personnes, n'est plus aussi présent en 1988, et les brigades, conçues initialement au moins en partie comme un élément dissuasif, ne sont pas arrivées à se donner une nouvelle mission convaincante dans un contexte qui a changé.

Le tableau ci-après, basé sur des estimations approximatives, présente le nombre de participants aux brigades non spécialisées entre 1982 et 1989 ainsi que le nombre de brigades constituées:

16. Archives privées. *Pikín Guerrero, Juan Ramón Correa, San José. Ein Besuch in Nicaragua*, Igis, s.d.

	1982	**1983**	**1984**	**1985**	**1986**	**1987**	**1988**	**1989**
Participants	40	50	144	110	110	100	70	10-30
Brigades nat.	1	2	8	9	6	6	1	[1]
Brig. sectorielles				1	5	8	7	[?]

L'âge moyen des participants aux brigades non spécialisées est de 28 ans, et presque 40 % des brigadistes ont moins de 25 ans au moment de leur engagement. Les équipes de travail pour le Nicaragua sont composées d'hommes et de femmes à proportions quasiment égales. À part les étudiants, qui représentent 20 % environ des participants, les professionnels du domaine social et culturel sont particulièrement nombreux. Près d'un tiers des brigadistes travaillent dans la santé, dans l'enseignement ou dans une autre branche du secteur social, alors que les métiers manuels sont beaucoup moins représentés. Dans ses études sur les nouveaux mouvements sociaux, le sociologue Hanspeter Kriesi appelle cette catégorie de personnes des « spécialistes sociaux et culturels »[17], appartenant à la classe moyenne et sensibles aux valeurs dites post-matérialistes. Leur importance dans la solidarité avec le Nicaragua sandiniste confirme la parenté entre ce type de mobilisation et les nouveaux mouvements sociaux en général. Ce constat est d'ailleurs confirmé par l'analyse de la géographie suisse des brigades, dans laquelle les agglomérations urbaines ont un poids prépondérant : 80 % des brigadistes sont domiciliés dans une ville, et près de la moitié d'entre eux habitent dans les centres urbains, Zurich, Genève et Bâle. Les régions rurales de la Suisse centrale et orientale ne sont, quant à elles, pratiquement pas représentées[18].

Pour ce qui est des sensibilités politiques des volontaires, elles sont, d'une manière générale, difficiles à évaluer, l'appartenance ou non à un parti ou à une organisation politique n'étant pas un indicateur suffisant pour les juger. 60 % environ des participants ne sont, au moment de leur engagement, membres d'aucune organisation politique, 12 % sont des militants de parti (le PS et le PSO ayant quasiment la même importance), et 6 % font partie d'un syndicat (le plus souvent celui des services publics SSP). À côté de ces organisations institutionnalisées, l'ensemble tiers-mondiste est particulièrement important : près de 30 % des brigadistes sont actifs, au moment de leur participation à une équipe de travail, dans un comité de solidarité (Nicaragua, Cuba, Palestine, Chili) ou dans des associations comme les Magasins du Monde ou la Déclaration de

17. Cité par Marco Guigni, *La mobilisation des nouveaux mouvements sociaux en Suisse 1975 à 1989,* Genève, Département de sciences politiques, 1991, p. 10.

18. Ces informations statistiques sont basées sur l'analyse des formulaires d'inscription aux brigades.

Berne[19]. D'une manière générale, les brigadistes sont sensibles aux sujets politiques à l'origine des grandes mobilisations extraparlementaires des années 1970 et 1980, la lutte contre l'énergie nucléaire, l'écologie dans le contexte du débat autour de la mort des forêts, le non-conformisme vécu et revendiqué par les autonomes urbains, le pacifisme à l'heure d'une militarisation croissante de l'Europe occidentale (les missiles Pershing II) et de la Suisse (la place d'armes de Rothenturm) et le féminisme : des courants de la nouvelle gauche qui mettent en cause l'establishment. Le plus souvent, on note chez les brigadistes suisses une forte volonté de faire coïncider leur engagement pour la révolution sandiniste avec leur vie de militant en Suisse. Un participant à la première brigade suisse écrit en 1982 à propos des révolutionnaires sandinistes : « Pour nous, militants suisses qui voulons transformer notre réalité, cet enthousiasme est le bienvenu. Freinés par notre déprime – qualité coffre-fort bancaire –, notre société fliquée, bétonnée, nucléarisée, coincée dans notre individualisme étriqué, il nous est parfois bien difficile de maintenir au soleil la fleur vacillante de l'espoir. »[20] En travaillant au Nicaragua, les brigadistes suisses construisent donc à l'évidence aussi leur société. Comme l'a montré René Holenstein, la projection d'aspirations sociales et politiques propres aux militants occidentaux vers un des pays « jeunes » du tiers-monde est un phénomène caractéristique de la solidarité internationale telle qu'elle s'est manifestée depuis le début des années 1960[21].

Ces quelques éléments d'analyse socioprofessionnelle des participants aux brigades non spécialisées démontrent que la solidarité avec la révolution sandiniste n'a pas été une solidarité de classe dans la tradition de l'internationalisme du monde ouvrier. Pourtant, ce dernier est présent dans la mobilisation en faveur du Nicaragua sandiniste et apporte sa contribution originale à la solidarité.

La solidarité du monde ouvrier : l'exemple des brigades ouvrières

Initiées par Yvan Leyvraz, électricien vaudois qui arrive au Nicaragua à son propre compte au début de 1983, les brigades ouvrières réunissent des ouvriers du bâtiment et réalisent entre 1984 et 1990 de nombreux projets de construction de grande envergure dans la région VI. Dans la constitution du premier groupe, qui part en juin 1984, le comité local de Baden joue un rôle central. Sensibilisé à la problématique de la solidarité ouvrière internationale en raison de la présence dans cette ville de nombreuses entreprises exportatrices telles que BBC, il

19. Formulaires d'inscription et questionnaires envoyés aux anciens brigadistes.
20. Première brigade internationaliste de travail au Nicaragua, *Témoignages, analyses, expériences,* s.d., p. 28.
21. René Holenstein, *Was kümmert uns die Dritte Welt? Zur Geschichte der internationalen Solidarität in der Schweiz,* Zurich, Chronos 1998.

soutient les brigades ouvrières comme une initiative concrète de solidarité de classe et d'anti-impérialisme[22]. Les participants aux équipes ouvrières s'engagent entre 1984 et 1986 dans la construction d'*asentamientos*, villages destinés à la population rurale déplacée par la guerre. L'armée sandiniste n'étant pas en état de contrôler les zones rurales isolées, les *asentamientos* reprennent une partie des tâches de surveillance et de défense du territoire[23]. Les travaux des volontaires, construction de maisons d'habitation, d'écoles ou d'installations d'eau potable, sont financés par des institutions privées et publiques suisses, comme la Fédération Genevoise de Coopération, l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO, Terre des hommes, mais aussi par la DDA (Direction du Développement et de l'Aide humanitaire) qui, à travers l'OSEO, apporte un soutien de plusieurs dizaines de milliers de francs aux brigades ouvrières[24]. L'apport financier des syndicats reste, lui, très limité, la FOBB se bornant à soutenir les équipes ouvrières par 3000 francs par année: somme tout à fait négligeable, compte tenu de l'envergure des projets[25]. Les brigades ouvrières se considèrent toutefois comme une initiative syndicale.

Travaillant dans les zones déstabilisées par les incursions de la *contra*, les brigades ouvrières partagent de manière intégrale les conditions de vie difficiles de la population rurale nicaraguayenne, y compris ses aspects les plus dramatiques, à savoir le risque permanent d'une attaque et l'isolement dans une région d'accès difficile. En 1986, un membre des brigades ouvrières déclare: «On n'a pas encore eu une situation où ça tirait de tous côtés, mais on y pense et on ne veut pas fuir au premier moment. [...] Parce que cela fait partie de ce qui se passe ici. On participe à la même vie, aux mêmes peurs, aux mêmes espoirs. [...] On a décidé de partir, de venir ici, si on hésite on rentre, mais si on reste, on fait la synthèse. Et la synthèse, c'est aller au bout des conséquences [...].»[26] Le 31 mai 1986, les unités militaires de la contre-révolution dévastent Yale, le premier village construit par les brigades ouvrières, tuant quinze paysans et détruisant quatorze maisons. Les travaux ayant également été financés par des institutions publiques suisses, cette attaque est, du moins en partie, à l'origine de la polémique sur l'aide suisse au développement apportée au Nicaragua. À peine deux mois plus tard, Yvan Leyvraz est assassiné dans une embuscade de la

22. Archives privées. *'Asentamiento'. Informationsbulletin des Bauprojekts 1984 Jalapa,* 4.1984.
23. Zohra Mechri Adler, *Mouvement paysan, réforme agraire et politiques agricoles au Nicaragua, 1979-1990,* Thèse U.F.R. Sociologie Paris III, Lille 2000.
24. OSEO Zurich. Nicaragua, Finanzierung DEH PP 1985.
25. En 1984, la première équipe ouvrière dispose pour la construction de l'*asentamiento* de Yale de plus de 85 000 francs. Archives privées.
26. OSEO Zurich. Nicaragua (DEH), Brigada obrera El Galope, 11.1985-30.6.1986. *Entretien avec P.S.,* El Galope, 20.7.1986.

«contra». Ces événements amènent le Conseil fédéral à réexaminer le programme de coopération avec le Nicaragua et à définir, le 12 août 1986, une ligne de démarcation au-delà de laquelle les volontaires et les coopérants suisses travaillant pour des projets financés ou cofinancés par la DDA ne doivent plus se rendre[27]. Financées en partie par des institutions publiques, les brigades ouvrières sont directement concernées par ces mesures, qu'elles décident toutefois d'ignorer. Finalement, les brigadistes suisses sont évacués par les autorités nicaraguayennes qui craignent que la mort d'autres internationalistes ne conduise à la suppression complète du programme suisse de coopération.

L'engagement des brigades ouvrières au Nicaragua se double, en Suisse, d'une pratique internationaliste ayant pour but la sensibilisation des sections syndicales, et du monde ouvrier en général, aux problèmes des relations Nord-Sud. Fortes de leur expérience nicaraguayenne, les équipes ouvrières jouent le rôle de précurseurs dans les efforts pour renforcer l'échange et la coopération entre des syndicats suisses et centraméricains. Sous l'impulsion des anciens brigadistes, la FOBB organise en avril 1988 un voyage de solidarité et de formation au Nicaragua pour ses membres, avec la visite, entre autres, des projets réalisés par les brigades ouvrières. Suite aux contacts établis pendant ce voyage, la FOBB décide de financer à Matagalpa une maison de réunion et d'hébergement du syndicat nicaraguayen des ouvriers agricoles, dont la construction sera aussi soutenue par l'OSEO et le SSP[28]. Dans certains cas, les anciens brigadistes déploient, eux aussi, de nombreuses activités pour renforcer la solidarité de classe entre les deux pays. Erika et Ruedi Bantle, militants du Parti du Travail de Bâle-Ville, travaillent pendant six mois au Nicaragua dans un projet des brigades ouvrières et organisent, après leur retour en Suisse, une tournée de conférences dans les syndicats et les partis de gauche de leur ville[29]. Tout en n'ayant jamais été une initiative véritablement portée par le monde syndical, les brigades ouvrières mettent en pratique, dans leurs réalisations concrètes, un internationalisme ancré dans la tradition du mouvement ouvrier. Entre 1984 et 1990, cinquante personnes participent à une brigade ouvrière.

Quant à l'efficacité globale dans le contexte nicaraguayen de ce type d'engagement, elle est, tout comme celle des brigades non spécialisées, difficile à évaluer, compte tenu des multiples aspects du projet, au Nicaragua et en Suisse.

---

27. DFAE, Service de presse et d'information. Déclaration de M. Achille Casanova… à l'issue de la séance hebdomadaire du Conseil fédéral, 12.8.1986.
28. Archives privées. *Nicaragua un amor.* Bericht von der GBH-Bildungs- und Solidaritätsreise vom April 1988, s.d. «CAOBA : où en est le projet ?» *FOBB* n° 231, 29.11.1988.
29. Lettre du 27 avril 2004.

Bilan d'un séjour de passage

Le 22 février 1990, lors d'élections présidentielles marquées par une forte mobilisation idéologique et des menaces américaines à peine voilées, le FSLN perd le pouvoir au profit de l'UNO, alliance d'opposition hétérogène qui représente le choix de Washington. Ramenée à une réalité brutale, la solidarité internationale tente sans succès de se donner un nouveau rôle dans le contexte centraméricain, alors que le Nicaragua entre dans une longue décennie marquée par des gouvernements de droite libérale et des politiques d'ajustements structurels supervisées par le FMI et la Banque Mondiale. L'engagement au Nicaragua de centaines de volontaires, les nombreuses initiatives entreprises pendant plus de dix ans par un mouvement de solidarité large et créatif, représentent-ils un échec? Dans l'évaluation de l'efficacité des brigades du Nicaragua, il convient de tenir compte des différents objectifs mentionnés dans l'appel de novembre 1983, à savoir l'effet dissuasif, le travail d'information et l'aspect matériel du soutien.

Lorsque, dans les premiers mois de 1984, des dizaines de Suisses partent vers le Nicaragua, ils le font pour assurer la survie d'un projet politique dont ils partagent les idéaux et qui paraît directement menacé par une intervention militaire américaine selon l'exemple de Grenade. Dans les milieux de la solidarité et dans l'opinion publique suisse en général, la menace d'une invasion du Nicaragua avait un effet mobilisateur énorme, et elle est responsable de la multiplication et de l'institutionnalisation des brigades à partir de 1984. Toutefois, il semble bien qu'un coup de force américain pour faire chuter le régime sandiniste n'ait jamais été un scénario réaliste, l'administration Reagan ayant opté dès 1982 pour la stratégie de «la guerre à basse intensité» livrée par la «contra» et des mesures de pression économique pour déstabiliser le Nicaragua[30]. Les nombreuses allusions de responsables gouvernementaux à l'imminence d'une invasion faisaient partie de la guerre psychologique, et l'appel des Sandinistes de novembre 1983 en faveur d'une présence internationale prouve que la stratégie américaine avait porté ses fruits. En réalité, l'effet dissuasif des brigades était nul: décidée à décourager toute coopération internationale avec le Nicaragua, la «contra» considérait les étrangers engagés aux côtés du FSLN comme des cibles légitimes.

L'aide matérielle fournie au Nicaragua dans le cadre de l'engagement des brigades – outils pour la réalisation des projets de construction sur place, médicaments, habits, soutien financier – n'était pas une aide uniquement symbolique et permettait une amélioration (ponctuelle) des conditions de vie de

30. Pour la politique américaine face au Nicaragua sandiniste, cf. Christian Smith, *op. cit.*

la population. Cependant, par rapport à l'aide officielle et privée fournie par les ONG suisses et la Confédération dans le cadre de la coopération technique, l'apport de la solidarité reste modeste. Les brigades représentant elles-mêmes une charge supplémentaire pour le Nicaragua, leur importance semble plutôt se situer sur le plan du soutien moral à une population subissant les conséquences de la guerre. Quant au travail d'information en Suisse, aspect central dans la justification des brigades, il s'est surtout réalisé au niveau local, dans les sphères d'activités des brigadistes. Dans bon nombre de cas, la confrontation directe avec la situation sur place amenait les anciens volontaires révoltés parce qu'ils avaient vu à s'engager plus activement dans la solidarité avec le Nicaragua en Suisse. Ne disposant pas de relais médiatiques et politiques suffisants, ils ne sont cependant pas toujours arrivés à faire entendre leur voix dans une opinion publique marquée, dans le contexte de la guerre froide, par une forte mobilisation idéologique. En avril 1986, une délégation de parlementaires bourgeois (dont les conseillers nationaux Pascal Couchepin et Jacques-Simon Eggly) visite le Nicaragua pour dénoncer au retour le régime sandiniste comme une dictature communiste et totalitaire. Alors que ce jugement est largement relayé par la presse suisse, les récits des brigadistes passent le plus souvent inaperçus[31].

Les brigades de volontaires n'ont donc en rien changé le destin du Nicaragua au cours des années 1980, mais elles ont, sur le plan humain, apporté un geste de solidarité concret et visible aux habitants d'un pays en guerre. En outre, elles ont permis à des centaines de Suisses d'aller vivre et travailler pendant un temps limité dans le tiers-monde, sans qu'un tel engagement ne requière des qualifications professionnelles spécifiques. Leurs effets les plus durables se situent sans aucun doute sur ce plan de l'expérience personnelle. Nicolas Lavoyer, technicien neuchâtelois et membre d'une brigade de 1984, se réfère à son engagement dans les termes suivants: «Ce vécu est inoubliable, et je regrette, au fond, de ne pas avoir donné encore plus de ma personne, de mon temps... Je tiens encore une fois à relever les qualités morales et de cœur des Nicaraguayens que j'ai rencontrés, ils m'ont apporté plus à moi que moi à eux, je crois.»[32]

Thomas Kadelbach

31. «Scharfe bürgerliche Kritik an Nicaragua». *NZZ*, 7.5.1986.
32. Questionnaire.